

Demande de Propositions (RFP pour « Request For Proposals »)

No. D'Achat et Intitulé : 2023-10-33_Recrutement d'un cabinet de consultant pour l'étude coût efficacité en Côte d'Ivoire

Date d'émission du RFP : 3 novembre 2023

Questions sur RFP à présenter avant : 10 novembre 2023

Maître d'Ouvrage : Helen Keller International (Helen Keller Intl)

Date limite pour la présentation des propositions : 17 novembre 2023

Maître d'Ouvrage : Helen Keller International (Helen Keller Intl)

Lieu de Prestation : Côte d'Ivoire

Contenu de ce Document

SECTION 1 : Introduction, admissibilité des soumissionnaires, et définitions	1
SECTION 2 : Étendue du travail	2
SECTION 3: Instructions relatives aux propositions	6
SECTION 4 : Critères d'évaluation et bases pour l'attribution	9
SECTION 5 : Source de financement et code géographique autorisé	10
SECTION 6 : Validité de la proposition, date limite de dépôt des offres et instructions.	10
SECTION 7 : Négociations	11
SECTION 8 : Modalités des appels d'offres	11
ANNEXE A : Déclaration de conflit d'intérêts	13

Il est recommandé que les soumissionnaires lisent cette RFP et toutes les pièces jointes dans leur intégralité, en accordant une attention particulière aux instructions et aux exigences. L'émission de cette RFP n'oblige en aucun cas Helen Keller International à octroyer un contrat et à payer les dépenses engagées pour la préparation et la soumission d'une proposition. Tous les destinataires de cet appel d'offres doivent traiter toutes les informations et tous les détails inclus dans la présente de manière confidentielle.

SECTION 1 : Introduction, admissibilité des soumissionnaires, et définitions**Introduction**

Helen Keller International (Helen Keller Intl) est une organisation à but non lucratif vouée à sauver les vies et à améliorer la santé visuelle des populations vulnérables dans le monde en luttant contre les causes et les conséquences de la cécité, de la mauvaise santé et de la malnutrition. Helen Keller Intl invite tous les soumissionnaires éligibles à soumettre leurs propositions technique et financière pour conduire une étude visant à évaluer la mise en œuvre des activités d'administration de la vitamine A et du déparasitant, dans les 40 districts sanitaires hors routine en Côte d'Ivoire.

Cette Demande de Propositions (RFP) vise à sélectionner un cabinet, une entreprise ou groupement d'entreprises qui est susceptible d'offrir à Helen Keller Intl le meilleur rapport qualité-prix, quand les facteurs à la fois techniques et financiers sont combinés.

Admissibilité des soumissionnaires

Cette RFP est ouverte aux entités non-gouvernementales qui sont considérées capables de mettre en œuvre l'étendue du travail, en étant reconnues pour leur intégrité et leur éthique professionnelle, et qui répondent aux critères d'admissibilité énoncés dans cette section.

Les soumissionnaires qui soumettent des propositions en réponse à cette RFP doivent satisfaire aux exigences suivantes :

- 1) Être une entité non gouvernementale (sociétés à but lucratif ou à but non lucratif,



- organisations non gouvernementales (ONG), etc.) légalement enregistrée en vertu des lois du pays où elle opère ;
- 2) Avoir démontré sa capacité et son expertise et ressources nécessaires pour mener à bien l'exécution de la présente RFP conformément aux Termes de Référence ;
 - 3) Avoir achevé les procédures requises de représentations et certifications incorporées dans cette RFP ;
 - 4) Être disposé à se conformer aux règles et réglementations pertinentes des donateurs et aux exigences de Helen Keller Intl.

Remarque : *Helen Keller Intl ne doit pas octroyer de contrat à une entreprise interdite, suspendue ou proposée pour exclusion par le gouvernement des Etats-Unis et de la Côte d'Ivoire, ou une entreprise qui propose de faire affaire avec des sociétés ou des dirigeants de sociétés interdites, suspendues ou proposées pour exclusion, dans l'exercice de leurs obligations.*

SECTION 2 : Étendue du travail

Helen Keller Intl doit évaluer toutes les propositions reçues en réponse à cette RFP conformément aux critères d'évaluation décrits dans ce document.

Ce RFP contient les annexes suivantes :

- Annexe A : Divulgence des conflits d'intérêts ;
- Annexe B : Format du curriculum vitae à utiliser par le personnel (un document par personne) ;
- Annexe C : Modèle d'offre financière ;
- Annexe D : Liste des régions et des districts sanitaires concernés.

Cadre du programme

La nutrition adéquate est un droit fondamental qui exige protection, promotion, sécurité alimentaire, bonne santé et soins adéquats. Elle est une condition essentielle pour la croissance physique, mentale et psycho affective aussi bien pour l'enfant, que pour l'adulte. Aussi, elle constitue un déterminant majeur de la santé et un indicateur clé de développement d'un pays¹.

Lors de la 45^{ème} Assemblée Mondiale de la Santé sur les carences en micronutriments, l'une des résolutions a été d'éliminer ou de juguler la malnutrition par carence en micronutriments, c'est-à-dire les troubles liés à une carence en iode, l'avitaminose A et l'anémie ferriprive².

En Côte d'Ivoire, la malnutrition par carence en micronutriments (faim cachée) est un problème de santé publique. Un peu plus de deux enfants de 6–59 mois sur trois sont anémiés (68 %) ³. La prévalence de la carence en vitamine A, a certes connu une baisse ces dernières années de 33% à 26,7%, cependant 60% des enfants de 6 à 59 mois restent encore à risque⁴.

Pour y répondre, la Côte d'Ivoire met en œuvre des stratégies de supplémentation en vitamine A depuis plusieurs décennies. Initialement, les 113 districts sanitaires fournissaient la supplémentation en vitamine A sous la forme de campagnes de masse au cours desquelles des distributeurs visitaient chaque foyer pour donner la SVA aux enfants. Depuis 2019, le

¹ Global health risks: mortality and burden of disease attributable to selected major risks. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2009

² OMS : Quarante-cinquième Assemblée Mondiale de la Santé, 16 avril 1992

³ Enquête Démographique et de Santé (EDS) 2021

⁴ Enquête Nutrition Mortalité – Côte d'Ivoire 2004



Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle (MSHP-CMU) à travers le Programme National de Nutrition (PNN) a lancé un plan d'intégration progressive de la SVA dans le système de santé pour s'affranchir de la dépendance de la SVA aux campagnes. En 2023, 73 districts ont adopté un modèle de SVA de routine, alors que 40 districts restent encore sous un modèle de campagne. La SVA, des lors, est donnée lors des activités de promotion de la santé de routine (consultation enfants malades, vaccination, pesée...) avec un objectif d'atteindre 80% des enfants cibles dans 73 districts et lors de campagnes de masse avec un objectif de couverture d'au moins 95% dans 40 districts sanitaires. Les évidences ont en effet montré que la SVA peut contribuer à réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans de jusque 24% si au moins 80% d'entre eux sont supplémentés tous les 6 mois. La supplémentation en mode campagne s'organise donc tous les ans vers les mois de mai et novembre, alors que la supplémentation en routine se déroule sur un semestre entier.

Au premier semestre 2023, le PNN a organisé avec l'appui de ses partenaires une campagne de distribution de la SVA dans les 40 Districts sanitaires toujours en campagne et, du fait de la faible performance des services de SVA de routine, a du procéder à une intensification des activités de la SVA de routine dans les 73 autres districts sanitaires. Cette intensification consiste en l'organisation de distributions dans les foyers des enfants qui n'ont pas été atteints par la routine lors de campagnes de rattrapage à la fin du semestre. Les résultats de ces interventions ont permis d'obtenir une couverture administrative pour la campagne de 99,9% et celle de la routine à 80%. Cependant, l'enquête de couverture post campagne a par contre révélé que cette couverture était de 77,5%. Sans les intensifications, la couverture de la SVA de routine resterait autour de 20% seulement.

La deuxième campagne de SVA (et de déparasitant, traditionnellement couplé à la SVA) de 2023 se déroulera au cours du mois de novembre dans les 40 districts sanitaires hors routine (voir annexe D) et comme lors du premier semestre, une intensification est prévue pour les districts sanitaires de routine qui n'auront pas atteint leurs objectifs de couverture.

Pour continuer à renforcer la SVA de routine et ne plus avoir besoin de campagnes d'intensification onéreuses et complexes à organiser, le Programme National de Nutrition avec l'appui technique et financier de Helen Keller International projette de mettre en œuvre un programme d'auto-monitorage mensuel des couvertures de SVA par les responsables des structures de santé dans 8 Districts des régions de Poro et Tchologo à partir du premier semestre 2024.

Ce programme a été mis en œuvre avec succès par Helen Keller Intl au Sénégal et au Cameroun, permettant de faire monter la couverture jusqu'à 80% sans le besoin de campagnes d'intensification.

Pour capitaliser sur les résultats attendus de ces innovations et éventuellement les reproduire dans d'autres districts, une enquête préalable est nécessaire pour identifier la situation actuelle de la SVA dans ces districts ciblés pour le programme d'auto-monitorage ainsi que dans quelques districts distribuant la SVA en campagne.

Deux districts seront choisis pour faire une enquête liée à la routine (un district avec SVA de routine + la stratégie d'auto-monitorage à Ferkessédougou, et un district avec le modèle de distribution de SVA de routine simple (sans l'auto-monitorage) à Minignan).

L'enquête de base consistera en :

- Une analyse des coûts associés à la distribution de SVA routine dans les deux districts (et par milieu rural/urbain dans chaque district), y compris tous les coûts pour chaque type/lieu de distribution de SVA au sein des plateformes de routine (par exemple, la



distribution de SVA dans les centres de santé, dans des sites fixes et niveau communautaire), y compris les principales catégories de coûts suivants : fournitures, coûts administratifs, personnel, transport, coûts d'activité pour les réunions, la planification, la formation, distribution, développement d'outils, mobilisation sociale, la supervision et le suivi, l'évaluation.

- Analyse approfondie des principales catégories de coûts - examen des éléments de coût à l'intérieur de chaque catégorie (fournitures, coûts administratifs, personnel, transport, coûts d'activité pour les réunions, la planification, la formation, distribution, développement d'outils, mobilisation sociale, la supervision et le suivi, l'évaluation), par district, milieu rural/urbain dans chaque district, et par lieu de distribution de la SVA (par exemple, distribution de SVA dans les centres de santé, distribution de SVA dans des sites fixes et au niveau communautaire).
- Analyse de la prise en charge de chaque coût par district, par milieu rural/urbain dans chaque district, et par lieu de distribution de la SVA (par exemple, distribution de SVA dans les centres de santé, distribution de SVA dans des sites fixes et au niveau communautaire).
- Analyse de la couverture de la SVA au cours du second semestre 2023 pour les plateformes de routine dans les deux districts sélectionnés, et par milieu rural/urbain dans chaque district, et par lieu de distribution de la SVA au sein de chaque plateforme de routine.
- Analyse du coût par enfant supplémenté (coût-efficacité) du programme de SVA par district, par milieu rural/urbain dans chaque district, et par lieu de la distribution de la SVA au sein de chaque plateforme de routine dans chaque district.
- Analyse du coût d'opportunité des agents de santé communautaires (distributeurs de VAS) et des gardien(nes) d'enfants âgés de 6 à 59 mois pour leur participation au modèle de distribution de VAS dans les deux districts sélectionnés, et par milieu rural/urbain dans chaque district, et par lieu de distribution de la SVA au sein de chaque plateforme de routine.
- Proposer des mesures concrètes pour réduire les coûts tout en maintenant ou en augmentant le niveau de couverture SVA.

L'étude combinera une collecte de données quantitatives et qualitatives, tel que suit :

- Pour l'enquête de couverture SVAD, à partir de la méthodologie de l'OMS (OMS, 2018), un échantillon représentatif de 246 grappes dans les districts de Ferkessedougou et Minignan à raison de 123 grappes par district proportionnellement à leur taille en ménages. Dans chacun de ces districts, 12 ménages seront sélectionnés par échantillonnage systématique. L'enquête de couverture permettra de recueillir des données sur la couverture de SVAD chez les enfants de 6-59 mois et des informations sur le coût d'opportunité pour les mères/mères gardiennes à participer à la SVAD pour chacun des modèles de plateformes de SVAD dans leurs districts sélectionnés. Le protocole, les questionnaires et tous les outils nécessaires seront fournis aux consultants pour la mise en œuvre.
- Un deuxième volet inclut une enquête qui ciblera les partenaires techniques et les acteurs clés du système de santé qui participent aux différents modèles de SVAD pour chaque district sanitaire sélectionné au niveau national, régional, district et communautaire pour évaluer les coûts liés à la SVA à tous les niveaux. Cette composante recueillera toutes les données relatives aux coûts du programme SVAD et les coûts d'opportunité de la participation à chacun des modèles VAS sélectionnés (respectivement pour les districts de santé). Tous les outils nécessaires seront fournis au consultant.



Le cabinet d'études sélectionné travaillera en étroite collaboration avec le Programme National de Nutrition (PNN), Helen Keller International et tous les partenaires de mise en œuvre des activités de SVAD en Côte d'Ivoire pour mener à bien cette enquête. A cet effet, les différentes étapes de l'enquête seront validées par le groupe de travail présidé par la Direction de Coordination du Programme National de Nutrition (PNN).

Qualifications requises

- Les consultants doivent avoir une compétence et une expérience démontrée dans les enquêtes transversales en sante et/ou nutrition
- Les consultants doivent avoir une expérience démontrée dans les études de couts
- Les consultants doivent avoir une expérience démontrée dans les enquêtes quantitatives et qualitatives
- Les consultants doivent démontrer au moins 10 ans d'expérience dans les études et enquêtes de sante publique ou nutrition
- Les consultants doivent démontrer la capacité opérationnelle à conduire une enquête sur le terrain, incluant le recrutement et la gestion des enquêteurs de terrain.
- Les consultants doivent démontrer leur expérience dans la mise en œuvre d'enquêtes de couverture utilisant la méthode d'enquête de couverture par échantillonnage en grappes de l'OMS version 2018 ;
- Bonne maîtrise du système de santé du pays ;
- Connaissance des formalités et coutumes locales dans la mise en œuvre des enquêtes auprès des ménages ;
- Très bonne connaissance de STATA et ODK ;
- Compétences analytiques approfondies et capacité à synthétiser l'information ;
- Excellentes capacités rédactionnelles.

Produits livrables et calendrier prévisionnel

La consultation est prévue durer 60 jours calendaires repartis selon le calendrier indicatif ci-dessous :

PHASE ET ACTIVITÉ	NOMBRE DE JOURS (à titre indicatif)
Activité 1 : Préparation du plan de travail et révision du budget de l'étude <ul style="list-style-type: none"> - Réunions de travail avec les acteurs clés - Revue des documents (protocoles, questionnaires, etc.) - Préparation du travail de terrain - Préparation du plan de travail détaillé et du budget - Approbation du protocole par le comité éthique Livrables : plan de travail et budget	15 jours
Activité 2 : Collecte des données <ul style="list-style-type: none"> - Recrutement et formation des enquêteurs - Conduite de l'enquête à tous les niveaux du système de santé Livrables : toutes les données brutes de l'enquête	30 jours
Activité 3 : analyse et restitution <ul style="list-style-type: none"> - Analyse des données selon le plan d'analyse fourni - Ecriture du rapport - Préparation d'une présentation pour les partenaires et présentation en forum Livrables : toutes les données analysées et la base de données nettoyée, rapport	15 jours

d'enquête, présentation PowerPoint	
------------------------------------	--

Période contractuelle prévue et mécanisme d'attribution

Les 60 jours de travail proposés s'échelonneront entre les mois de janvier et mars 2024.

Helen Keller Intl a l'intention d'attribuer un contrat de services professionnels à prix fixe à l'offre sélectionnée. Aucun avantage, frais, taxe ou charge supplémentaire ne peut être ajouté après l'attribution du contrat. Cet appel d'offres est soumis à tous les termes et conditions du contrat subséquent. Toutes les missions ultérieures seront régies par les présentes conditions générales.

SECTION 3: Instructions relatives aux propositions

La proposition du soumissionnaire doit comprendre deux documents distincts :

1^{ère} Partie – Offre technique**2^{ème} Partie – Offre financière**

L'offre technique et l'offre financière (ou « la proposition ») doivent être présentées séparément. Le soumissionnaire ne doit inclure aucune donnée relative aux coûts dans l'offre technique.

La proposition doit être présentée de manière concise et structurée et doit expliquer en détail la disponibilité, l'expérience et les ressources du soumissionnaire pour assurer les services sollicités.

Il est possible de ne pas prendre en compte dans le processus d'évaluation toutes les propositions incomplètes ou qui ne sont pas axées sur ces critères. Toutes les propositions **doivent être présentées en langue française.**

Les offres techniques et financières doivent être présentées avec une **lettre d'accompagnement**, portant la signature et le cachet du représentant autorisé de l'organisation du soumissionnaire, et comprenant les informations suivantes :

- i. Date de présentation de la proposition
- ii. Durée de validité de la proposition (minimum {90} jours)
- iii. Nom de l'entreprise ou de l'organisation
- iv. Nom et fonction du représentant autorisé de l'organisation
- v. Type d'entreprise ou d'organisation
- vi. Adresse
- vii. Téléphone
- viii. Courriel
- ix. Numéro d'identification fiscale
- x. Autres documents requis à joindre à la lettre d'accompagnement :
 - a) Copie du registre de commerce ou d'exploitation.
 - b) Copie de la déclaration fiscale d'existence et l'attestation de régularité fiscale à jour.
 - c) Copie de la déclaration de la CNPS à jour
 - d) Relevé d'identité bancaire du cabinet.



Les soumissionnaires doivent également soumettre un formulaire signé de déclaration au sujet des conflits d'intérêts. Ce formulaire doit être évalué pour déterminer si le soumissionnaire se trouve actuellement dans une situation de conflit d'intérêts réel ou potentiel selon la définition de l'annexe A. S'il est conclu que tous les conflits d'intérêts déclarés par le soumissionnaire pourraient avoir une incidence négative sur sa capacité à réaliser les prestations, Helen Keller Intl peut décider de rejeter la proposition présentée. Si le formulaire de déclaration de conflit d'intérêts n'est pas correctement rempli, la proposition présentée peut être également rejetée.

1^{ère} Partie : OFFRE TECHNIQUE

L'offre technique doit être rédigée en Français, dactylographiée avec le logiciel Microsoft Word, à interligne simple, et chaque page doit être numérotée de façon consécutive. Le nombre maximum de pages pour chaque composant de l'offre technique est donné ci-dessous.

L'offre technique doit inclure les éléments suivants :

1) Résultats obtenus par le passé ou expériences utiles du soumissionnaire

Informations relatives aux résultats obtenus par le passé ou à l'expérience antérieure du soumissionnaire pour réaliser des prestations dans un pays ou une région qui sont de nature et de volume semblables aux services demandés (brève description, livrables, date, client, etc.).

Les soumissionnaires doivent également donner les coordonnées d'au moins trois (3) références professionnelles qui sont intervenues au cours de travaux antérieurs et / ou ont une expérience dans le cadre de prestations d'une ampleur similaire. Les coordonnées doivent inclure, au minimum : le nom de la personne, le nom de l'entreprise, des informations succinctes sur sa relation avec le soumissionnaire, une adresse, une adresse électronique et un numéro de téléphone. Helen Keller Intl se réserve le droit de prendre contact avec les personnes référencées. Les coordonnées des personnes référencées ne sont pas assujetties aux restrictions relatives au nombre de page pour cette section.

2) Approche méthodologique – {9} pages maximums

L'approche méthodologique doit décrire l'approche proposée pour atteindre les objectifs de l'étude et doit aborder les points suivants :

- a) Des informations indiquant si le cabinet d'étude est actuellement présent dans le pays ou la région et la nature de cette présence.
- b) Une brève description de ce que le cabinet d'étude sait des objectifs et de l'étendue des travaux pour les services et la méthodologie qui sera mise en œuvre pour la réalisation de l'étude.
- c) Un aperçu de la manière dont le cabinet d'étude propose de fournir les services demandés dans le présent appel d'offres. Cette section doit prendre en compte les aspects logistiques, y compris la mobilisation des ressources humaines et de l'organisation de l'activité sur le terrain.
- d) L'étude couvrira deux strates : les districts sont composés d'un district de routine + auto-monitorage (à Ferkessédougou), un district de la routine simple sans auto-monitorage (à Minignan)



3) Exigences en matière de la structure des équipes – {3} pages maximums, en excluant les curriculums vitae

- a) Chef de projet : Le chef de projet possédant un minimum de 10 ans d'expérience dans des projets de recherche similaires à cette étude. Le chef de projet désigné doit être le même tout au long de la réalisation de l'étude ; Structure des équipes : Les soumissionnaires doivent décrire la structure et la composition de l'équipe qui sera commise à l'atteinte des objectifs du travail décrit dans la présente RFP. Le chef de projet (ou le chef d'équipe) et les autres membres de l'équipe doivent être identifiés au sein de la structure, en décrivant notamment les rôles et responsabilités de chacun pendant toute la durée des prestations.
- b) Les exigences et les qualifications minimales relatives au chef d'équipe qui dirigera l'équipe sont les suivantes :
Master en Nutrition, économie de la santé, Santé Publique, statistique, gestion de projets ou un domaine connexe, avec un minimum de 10 ans d'expérience dans le domaine de la recherche. Les membres de l'équipe doivent avoir un minimum de 5 années d'expérience pertinente.
- c) Si des membres de l'équipe proposée ne résident pas actuellement en Côte d'Ivoire le soumissionnaire doit indiquer comment le personnel va se rendre dans le pays pour effectuer ces services, ainsi que le temps de trajet estimé.

Au minimum, le soumissionnaire doit fournir les informations suivantes :

- d) Une copie du curriculum vitae à jour du personnel proposé selon le modèle fourni dans l'annexe C. Le curriculum vitae ne doit pas dépasser trois pages et doit être présenté dans un ordre chronologique en commençant par l'expérience professionnelle la plus récente et en résumant les aptitudes et les qualifications adéquates.
- e) Le pays de résidence de toutes les personnes incluses dans l'équipe en charge de la prestation de ce service (c'est-à-dire le pays dans lequel la ou les personnes résident et d'où elles proviennent quand elles se déplacent pour atteindre le lieu d'exécution des obligations dans le cadre de ce travail de consultant).
- f) Si un des membres de l'équipe ne réside pas dans le pays d'affectation pour l'exécution des services requis, le cabinet doit indiquer comment cette personne va se déplacer afin d'effectuer ces services, ainsi que le temps de trajet estimé. Le soumissionnaire doit spécifier le nombre de voyages qui peuvent s'avérer nécessaires et donner le nom des membres de l'équipe qui participent à ces voyages.

Le cabinet doit informer Helen Keller Intl s'il a l'intention de remplacer un membre important de l'équipe (en en donnant les raisons) avant la date d'attribution et il doit fournir à Helen Keller Intl les informations requises pour l'approbation d'une proposition de remplacement. Tout remplacement doit être soumis à l'approbation de Helen Keller Intl. Ceci est également valable pour tout remplacement intervenant pendant la durée du contrat.

Helen Keller Intl peut choisir de contacter le cabinet avant de prendre une décision finale. Merci de confirmer si c'est possible, en veillant à ce que les coordonnées complètes sont également inclus dans le curriculum vitae (courriel, numéro de téléphone).

2^{ème} Partie : OFFRE FINANCIÈRE

Le contrat octroyé est un contrat définitif à prix fixe et le paiement en est effectué une fois que les livrables associés aux services ou aux produits sont reçus. Les paiements sont effectués par Helen Keller Intl uniquement via des moyens de paiement électroniques et tous les comptes bancaires doivent être strictement au nom de l'entreprise ou de l'organisation.



Dans le cadre de l'offre financière, les soumissionnaires doivent inclure un budget détaillé, présenté avec l'aide du logiciel **Microsoft Excel**, exprimé en franc CFA, avec un descriptif budgétaire dans une colonne devant chaque ligne de dépenses, qui décrit la base des éléments de coûts répertoriés. Les informations justificatives doivent être fournies de manière suffisamment détaillée pour permettre une analyse et une évaluation complètes du caractère satisfaisant de chaque élément de coût. Les soumissionnaires doivent inclure et énumérer clairement **tous** les coûts jugés nécessaires pour mener à bien les travaux demandés ci-dessous.

Le modèle d'offre financière se trouve à l'annexe C et doit comprendre les éléments suivants :

1. Coût de la main d'œuvre : Le soumissionnaire doit fournir des informations relatives à la structure de l'équipe, aux tarifs journaliers et au niveau d'effort (mesurés en jours) pour les livrables indiqués. Il est nécessaire d'énoncer les hypothèses formulées lors de la présentation des informations sur les coûts, y compris les options supplémentaires, et de spécifier toutes les conditions.

2. Autres coûts directs : Le soumissionnaire doit fournir une estimation détaillée des autres coûts directs principaux jugés nécessaires à l'achèvement des travaux. Les autres coûts directs couvrent les frais de transport, les visas et les indemnités journalières. Tout autre coût direct doit être préalablement convenu avec Helen Keller Intl.

3. Taux indirects et frais fixes : Si le soumissionnaire a comme pratique courante de budgétiser les taux indirects, par exemple les frais généraux, les frais annexes, les frais administratifs, ou tous les autres frais, il doit expliquer cette pratique et donner la base d'application des frais dans le descriptif du budget. Helen Keller Intl se réserve le droit de demander des informations supplémentaires pour justifier les taux indirects d'un soumissionnaire. Les frais fixes proposés doivent également être expliqués dans le descriptif du budget et présentés à part dans les états financiers.

NB : le montant des offres se fera en Hors Taxe (HT) en vertu de l'exonération sur la TVA dont bénéficie Helen Keller Intl.

SECTION 4 : Critères d'évaluation et bases pour l'attribution

Helen Keller Intl va suivre une méthodologie de sélection du meilleur rapport qualité-prix. Helen Keller Intl peut attribuer à une entreprise éligible et responsable dont la proposition est la plus avantageuse pour le programme, un contrat en prenant en compte d'autres facteurs de la proposition, y compris, mais sans s'y limiter, la conformité aux exigences de la DDP sans réserve notables. Les soumissionnaires ne peuvent pas modifier les offres non recevables après la date limite de dépôt des propositions afin de les rendre recevables. Cependant, Helen Keller Intl peut demander à un soumissionnaire de clarifier son offre s'il n'existe pas de divergence significative.

Les critères ci-dessous peuvent servir de base pour l'évaluation des propositions. La sélection repose principalement sur les mérites techniques des propositions, mais le prix et d'autres facteurs sont pris en considération, et l'attribution n'est octroyée que si la proposition est jugée satisfaisante sur le plan technique et à un prix raisonnable.

Critères d'évaluation pour l'appel d'offres	Points maximum	totaux
Résultats obtenus par le passé ou expérience pertinente antérieure	25	

<i>Expérience dans la collecte et le traitement de données, l'analyse statistique, les entrevues structurées l'exécution de méthodes et d'analyses quantitatives et qualitatives y compris l'échantillonnage</i>	15
<i>Connaissance du système de santé et des structures gouvernementales de Côte d'Ivoire</i>	10
Qualifications du personnel	15
<i>CV du consultant principal (Expérience d'au moins 10 ans dans la conduite des enquêtes auprès des ménages avec une expérience avérée dans la conduite des enquêtes (incl. des enquêtes de coût efficacité et de couverture post campagne)</i>	10
<i>CV de chaque membre de l'équipe (expérience d'au moins 5 ans dans l'un des domaines de l'étude).</i>	5
Valeur technique	70
<i>Méthodologie pour l'enquête de couverture basée sur la méthode des enquêtes de couverture par sondage en grappe de l'OMS (version 2015)</i>	20
<i>Méthodologie pour la collecte de données sur les coûts des programmes</i>	20
<i>Pertinence de l'approche méthodologique en lien avec les objectifs de l'étude</i>	20
<i>Compréhension des termes de référence</i>	10
Capacité opérationnelle	10
<i>Capacité opérationnelle et organisationnelle de l'étude</i>	10
Points totaux	120

Une fois l'évaluation des offres techniques terminée, Helen Keller Intl doit évaluer les offres financières relativement à la présentation du budget, les descriptifs budgétaires et la rentabilité (raisonnable, réaliste, coordonnée avec l'offre technique et les exigences de la RFP). Aucun point n'est attribué aux offres financières, mais il faut prendre en compte ces critères conjointement avec le score total de l'offre technique. Cette RFP suit le processus de compromis selon lequel Helen Keller Intl peut attribuer un contrat à l'offrant dont la proposition représente la meilleure valeur pour Helen Keller Intl et le programme. Helen Keller Intl peut attribuer un contrat à un soumissionnaire dont le prix est plus élevé s'il est déterminé que sa valeur technique est supérieure et mérite d'avoir un coût ou un prix accru.

SECTION 5 : Source de financement et code géographique autorisé

RAS

SECTION 6 : Validité de la proposition, date limite de dépôt des offres et instructions

Les propositions doivent avoir une période de validité de {90 jours} à partir de la date de dépôt, comme indiqué dans la lettre d'accompagnement.

Les propositions doivent être soumises par voie électronique avant la date limite indiquée du 17 Novembre à 17 heures GMT d'Abidjan uniquement à l'adresse suivante : civ.procurement@hki.org en indiquant dans l'objet du courriel la mention suivante « **RECRUTEMENT DE CABINET DE CONSULTANT POUR LA RÉALISATION DE L'ETUDE COUT-EFFICACITE** ».

Une offre complète relative à la proposition doit inclure les documents suivants, qui doivent tous faire référence au numéro de la RFP indiqué sur la lettre d'accompagnement de ce document :

- **Lettre d'accompagnement**
- **Offre technique** incluant votre compréhension de l'offre, la description de la mise en œuvre de l'enquête avec les détails logistiques
- **Offre financière** (Budget Détaillé)
- **Formulaire de déclaration en matière de conflit d'intérêts**
- **Copies des documents légaux du soumissionnaire**
- **Les CV de tous les membres de l'équipe** intervenant dans cette étude (maximum 3 pages par CV) précisant la liste de leurs publications
- Autres informations pertinentes relatives à la présentation de la proposition

SECTIONS_QUESTIONS : Aucune question formulée verbalement ne sera admise, que ce soit en personne ou par téléphone. Cependant, Helen Keller Intl est disposée à répondre aux questions écrites



au sujet de cette RFP jusqu'à la date indiquée sur la lettre d'accompagnement de ce document. Toutes les questions relatives à cette RFP doivent être adressées par mail uniquement à civ.procurement@hki.org au plus tard le 10 Novembre 2023 à 17 heures GMT d'Abidjan. Afin de garantir l'impartialité de la procédure, les réponses de Helen Keller Intl à toutes les questions jugées pertinentes seront communiquées à l'ensemble des soumissionnaires potentiels, tout en respectant l'anonymat du demandeur initial.

SECTION 7 : Négociations

Helen Keller Intl recherche les meilleures offres. Il est attendu que l'attribution d'un contrat se fait uniquement sur la base des offres originales reçues. Cependant, Helen Keller Intl se réserve le droit de mener des discussions et des négociations et / ou de demander des clarifications avant d'attribuer un contrat. En outre, Helen Keller Intl peut mener une analyse concurrentielle et limiter le nombre de soumissionnaires afin de créer un cadre d'évaluation incontestable pour les propositions les mieux notées. Les soumissionnaires les mieux notés, qui sont déterminés par le comité d'évaluation technique, peuvent être invités à présenter leurs meilleurs prix ou leurs réponses techniques pendant la durée de l'appel d'offres. Ils peuvent être amenés à faire une présentation orale, à la seule discrétion de Helen Keller Intl. Helen Keller Intl se réserve le droit d'octroyer des contrats séparés pour chacun des composants de la demande, ou de ne faire aucune attribution, si cette possibilité est jugée nécessaire.

SECTION 8 : Modalités des appels d'offres

1. La mise en circulation de cette RFP n'engage pas Helen Keller Intl à octroyer un contrat, ni à payer les frais occasionnés pour la préparation et la présentation d'une offre.
2. Les fichiers joints font partie intégrante de cette RFP.
3. Helen Keller Intl peut prendre contact avec les soumissionnaires pour confirmer les coordonnées de l'interlocuteur autorisé, l'adresse, le montant de l'offre et pour vérifier que la proposition a bien été envoyée en réponse à cet appel d'offres.
4. Fausses déclarations : Les soumissionnaires doivent fournir des renseignements complets, exacts et à jour, conformément à la présente demande de propositions et à ses pièces jointes.
5. Déclaration des conflits d'intérêts : Les soumissionnaires doivent déclarer dans le formulaire de l'annexe A, toute relation passée, présente ou future avec toute partie associée au lancement, à l'examen ou à la gestion de cet appel d'offres et de son éventuelle attribution. Faute de faire une déclaration complète et transparente, Helen Keller Intl devra réévaluer la sélection des soumissionnaires potentiels.
6. Droit de sélectionner ou de rejeter : Helen Keller Intl se réserve le droit de sélectionner et de négocier, à son entière discrétion, avec ces prestataires qui présentent les qualifications requises pour les demandes de propositions concurrentielles et de mettre fin aux négociations sans encourir de responsabilité. Helen Keller Intl se réserve également le droit de rejeter une ou toutes les propositions reçues sans apporter d'explication.
7. Droits réservés : Toutes les réponses à cette DDP deviennent la propriété de Helen Keller Intl et celle-ci se réserve le droit, à sa seule discrétion, de :
 - a. Disqualifier une offre parce que le soumissionnaire est incapable de suivre les instructions de l'appel d'offres ;
 - b. Renoncer à faire valoir toutes les distorsions de la part des soumissionnaires, vis-à-vis des exigences de la présente demande qui, de l'avis de Helen Keller Intl, ne peuvent pas être considérées comme étant des anomalies suffisantes pour rejeter ou disqualifier une offre, ou si une telle renonciation favorise une concurrence accrue ;
 - c. Prolonger le délai de présentation des offres à cette DDP après notification de tous les soumissionnaires ;
 - d. Annuler ou modifier le processus d'appel d'offres à tout moment et relancer une autre RFP considérée par Helen Keller Intl comme étant plus appropriée ;
 - e. Octroyer un contrat sur la seule base de l'évaluation initiale des offres sans discussion ;



- f. Attribuer seulement une partie des composants de l'appel d'offres ou attribuer plusieurs contrats pour les différentes activités.
- 8. Les soumissionnaires, et les éventuels employés qui vont participer aux activités, doivent divulguer tout facteur susceptible de limiter la capacité de l'organisation à réaliser les services de façon indépendante, notamment les relations avec leurs employés homologues, les emplois passés, etc.



ANNEXE A : Déclaration de conflit d'intérêts

Politiques de Helen Keller Intl sur le Code de Conduite et l'Éthique : Conformément aux politiques de Helen Keller Intl sur le code de conduite et l'éthique, Helen Keller Intl exige que l'ensemble des activités d'approvisionnement se fassent de manière transparente. A ce titre, les employés de Helen Keller Intl doivent éviter tous les conflits d'intérêts ou tout ce qui pourrait apparaître comme un conflit d'intérêts. Ils doivent à tout moment être en mesure de divulguer entièrement leurs actions ou relations avec les fournisseurs, sous-traitants ou consultants potentiels. Ils ne peuvent pas solliciter, demander, accepter ou accepter de recevoir des avantages de la part d'un fournisseur ou d'un fournisseur potentiel.

Helen Keller Intl se réserve le droit de rejeter une ou toutes les offres si c'est dans le meilleur intérêt de l'organisation et / ou de la population qu'elle sert. Toutes les parties qui présentent une proposition en réponse à la présente demande de propositions sont tenues de divulguer l'existence de tout conflit d'intérêts réel ou potentiel associé aux pays inclus dans leur proposition dans le document joint *Formulaire de déclaration de conflit d'intérêts*.

En cas de non-divulgaration de ces informations ou de divulgation partielle, Helen Keller Intl peut se résoudre à rejeter une proposition. Si une partie n'a pas de conflit à déclarer dans les pays concernés par sa proposition, elle peut remplir un formulaire en énumérant tous les pays concernés.

« **Conflit d'Intérêts** » désigne une situation dans laquelle un soumissionnaire, ou un affilié (défini ci-dessous), ou un sous-traitant (si nécessaire), a des intérêts (financiers, organisationnels, personnels, de réputation ou autres) qui peuvent ou pourraient rendre difficile son engagement envers Helen Keller Intl à remplir ses obligations de fournisseur d'une manière objective, indépendante et professionnelle ; ou c'est une situation dans laquelle il est raisonnable de prévoir que de tels intérêts vont se produire. Un conflit d'intérêts peut survenir dans les circonstances suivantes, qui ne sont pas exhaustives :

- i. un soumissionnaire a été ou est impliqué dans la conception d'une proposition ou d'une demande de financement qui a été ou qui sera présentée à Helen Keller Intl ;
- ii. un soumissionnaire a été ou est impliqué dans la formulation de conseils à l'égard d'une entité qui est le bénéficiaire principal ou un sous-bénéficiaire ;
- iii. un soumissionnaire a été ou est impliqué dans, ou a fourni des conseils concernant l'achat de biens et / ou de services par le bénéficiaire principal et / ou un sous-bénéficiaire ;
- iv. un soumissionnaire a été ou est impliqué dans la prestation de services d'audit au bénéficiaire principal et / ou à un sous-bénéficiaire ; ou,
- v. un soumissionnaire a exprimé son intérêt, a répondu à un appel d'offres, a offert des prestations de services de toute nature au bénéficiaire principal ou à un sous-bénéficiaire qui reste valable à ce moment et pour toute la durée de ce contrat.

« **Affilié** » désigne une entreprise, un individu ou une autre entité qui, directement ou indirectement : (i) contrôle ou peut contrôler un soumissionnaire ; (ii) est contrôlé par un soumissionnaire ou peut vraisemblablement être contrôlé par celui-ci ; ou (iii) avec un soumissionnaire, est contrôlé par une tierce partie ou peut vraisemblablement être contrôlé par celle-ci.



Formulaire de déclaration de conflits d'intérêts du soumissionnaire

Merci de cocher la case appropriée ci-dessous :

<input type="checkbox"/>	Le soumissionnaire déclare par la présente avoir lu et compris les règles relatives aux conflits d'intérêts indiquées dans la demande de propositions (RFP) et certifie qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts de la part du soumissionnaire ou d'un affilié, en ce qui concerne les obligations de services à réaliser dans le cadre de la demande de propositions (RFP). Le soumissionnaire accepte par la présente de se conformer aux règles relatives aux conflits d'intérêts indiquées dans la demande de propositions (RFP).
<input type="checkbox"/>	Le soumissionnaire souhaite divulguer une ou plusieurs situations de conflit d'intérêts réelles ou potentielles et propose des mesures d'atténuation. <i>Remarque</i> : si cette case est cochée, veuillez décrire dans une pièce jointe, en détail, la situation et présenter un plan ou des mesures d'atténuation qui seront examinées par Helen Keller Intl.

Soumissionnaire :

Signature :	
Nom en caractères d'imprimerie :	
Fonction :	
Date :	

ANNEXE B: Format du curriculum vitae à utiliser par le personnel (un document par personne) **(Ceci est UNIQUEMENT un exemple, supprimer ou modifier si nécessaire)**

Nom :			
Fonction :			
Nationalité :			
Adresse du bureau :			
Qualifications professionnelles :			
Compétences linguistiques :			
Langue :	Lue :	Parlée :	Écrite :
Expérience professionnelle pertinente, y compris la durée et les responsabilités :			
Références :			
Nom :		Nom :	
Position :		Position :	
Organisation :		Organisation :	
Courriel :		Courriel :	
Adresse :		Adresse :	
Téléphone :		Téléphone :	
Relation :		Relation :	
Certification : Je déclare que les informations fournies dans ce curriculum vitae sont exactes et autorise Helen Keller Intl par la présente à entreprendre toutes les enquêtes qu'elle peut juger raisonnables et nécessaires au cours du processus d'évaluation, en relation avec les informations contenues dans ce curriculum vitae concernant mon aptitude au poste pour lequel j'ai été nommé.			
Signé :		Date :	

ANNEXE C Format de l'offre financière (**Ceci est UNIQUEMENT un exemple, modifier si nécessaire**)

FEUILLE DE RÉPARTITION DÉTAILLÉE DU BUDGET (EXEMPLE DE FORMAT)

Éléments de coût	Coût unitaire	Quantité	Coût total
1. SALAIRES Poste No. 1 {nom} Poste No. 2 {nom} SOUS-TOTAL			Coût unitaire x Quantité
2. AVANTAGES SOCIAUX (le cas échéant)	xx%		xx% de Base*
3. CHARGES (le cas échéant)	xx%		xx% de Base*
4. CONSULTANTS EXTERNES Poste No. 1 {nom} SOUS-TOTAL			
5. VOYAGE ET MOYENS DE TRANSPORT A. Voyage B. Per Diem SOUS-TOTAL		Nombre de voyages	
6. AUTRES FRAIS DIRECTS Communications Reproduction [Énumérer les éléments] SOUS-TOTAL			
7. COÛTS INDIRECTS (le cas échéant)	xx%		xx% de Base*
8. FRAIS FIXES (le cas échéant)	x%		xx% de Base*
		Total	

Signature du Directeur

* La base pour chacun de ces pourcentages doit être identifiée et documentée au moyen des états financiers audités.



ANNEXE D : Liste des districts sanitaires impliqués dans l'étude.

N	District	Model de distribution de SVA
1	FERKESSEDOUGOU	Routine + auto-monitorage
2	MINIGNAN	Routine Simple (sans auto-monitorage)